

Initiatives ministérielles

sauf les initiés, ne comprennent ce qui se passe au Parlement.

Nous savons que bien des Canadiens se fient à la télévision pour se tenir au courant. S'ils s'en étaient tenus à ce bulletin en particulier, ils auraient eu une vision bien déformée de la réalité. Mis à part les erreurs et les omissions, le ton utilisé était cynique et partisan. Le bulletin adoptait le point de vue partisan de l'opposition. Pas étonnant que les gens soient cyniques.

Même sur une question non partisane comme la modification du Règlement, seule la politiaillerie transparaisait. Tout ce que nous en avons su, c'est qu'on nous accusait d'être fascistes, répressifs, draconiens, de toutes ces épithètes injurieuses dont l'usage salit notre réputation à tous. Vous verrez que certains néo-démocrates s'élèveront contre ma condamnation de l'usage de ces adjectifs. Je leur demande d'y réfléchir sincèrement. Croient-ils que le débat public a aidé, que notre réputation en tant que parlementaires s'est améliorée quand ils emploient devant la télévision ou le public des termes comme fasciste et draconien? Croient-ils réellement que cela contribue à faire respecter les députés ou le Parlement, ou encore à renforcer ce pays divisé? Est-ce que cela crée des emplois, ou aide qui que ce soit, de quelque manière? Je leur demande de bien réfléchir avant de défendre une telle position avec des arguments spécieux.

Oui, nous vivons dans un système multipartite. Le gouvernement propose et le Parlement dispose. Il faut faire des concessions, mais poussés à la limite et devant les caméras de télévision, je me demande ce que nous ferions. Au siècle dernier, Bismarck déclarait: «Il y a deux choses que le peuple ne doit pas voir faire: les saucisses et les lois.» Eh bien, que cela vous plaise ou non, le peuple voit les lois se faire. Si nous ne voulons pas l'écoeurer à tout jamais de nos institutions démocratiques, nous devons garder cela à l'esprit lorsque nous étudions nos règles de fonctionnement à la Chambre.

M. Riis: Harvie vous transformez la Chambre en fabrique de saucisses.

M. Andre: Écoutez le député de Kamloops qui a pris part plus activement aux discussions ces deux derniers mois qu'auparavant, même s'il connaissait la teneur de ces discussions il y a un an, ne m'a jamais dit en privé qu'il s'agissait de propositions draconiennes et fascistes qui

écraseraient le Parlement. Jamais, lors de nos discussions, n'a-t-il utilisé un tel langage. Certes, il n'aimait pas toutes les dispositions. Je le reconnais. Mais il doit admettre que nous avons fait quelques modifications pour. . .

M. Riis: Citez-en une que nous, le NPD, avons suggérée.

M. Andre: Nous en citerons plusieurs, justement, que nous avons modifiées en fonction des propositions faites. Le député sait que ce n'est pas comme il le dit. Il sait que la veille de sa sortie publique, il y a eu une réunion de trois heures dans le bureau de mon collègue, le secrétaire parlementaire. Il sait que des modifications majeures ont alors été apportées au projet. Il sait ce qu'il a dit en privé. Après la réunion, il a dit qu'il s'agissait de dispositions fascistes et draconiennes. Puis, mon secrétaire parlementaire a dit que devant ces déclarations, les modifications ne pouvaient plus être acceptées. Il dit qu'il le comprenait. C'est là l'origine du problème. Vous participez de bonne foi à des négociations et à des discussions puis, lorsque la première occasion de vous faire du capital politique se présente, vous utilisez les épithètes les plus frappantes que vous pouvez trouver devant les caméras de télévision: draconien, fasciste, écraser le Parlement. Tout ce qui vous permettra de faire la manchette au réseau national. Puis, vous déplorez que les politiciens aient si mauvaise réputation.

M. Riis: Ce ne sont pas tous les hommes et les femmes politiques qui ont mauvaise réputation, mais les Conservateurs.

M. Andre: Exact. Je crois que l'*Ottawa Citizen* d'aujourd'hui est instructif pour le député de Kamloops et pour tout le monde. Je vous en lis un extrait:

Les bouffonneries puérides et les déclarations tendancieuses de nos députés à la Chambre des communes n'incitent pas, bien au contraire, les Canadiens à s'intéresser de près à ce qui passe au Parlement.

Amen.

Plus nos chefs politiques perdent de crédibilité, moins ils veulent attirer l'attention sur le siège de la démocratie et ils en viennent à s'en remettre à des commissions composées de membres nommés pour trouver des solutions aux maux de la nation, ce qui devrait être fait ici même à Ottawa, sur la colline du Parlement.

En bref, nos dirigeants élus détournent le Parlement de sa fonction.

Il est donc difficile de comprendre les plaintes formulées par l'opposition parlementaire contre la modification du Règlement de la Chambre récemment proposée par le leader parlementaire du gouvernement, Harvie Andre.